

«Antifascisme radical ?

Sur la nature industrielle du fascisme»

de Sebastian Cortés, Editions CNT-RP, 2015

Tout, ou presque, est dans le titre et dans l'appartenance syndicale de l'auteur. Cortés considère que «l'industrialisme» serait le véritable responsable du fascisme et que le «syndicalisme» (révolutionnaire ?) serait la solution pour mettre fin au danger civilisationnel que représente le système capitaliste.

L'hypothèse n'est pas tout à fait dénuée de fondement :

– les régimes fascistes des années 20 et 30 sont nés à un moment où le capitalisme connaissait des transformations importantes, notamment le taylorisme qui s'imposa aussi bien aux Etats-Unis qu'en URSS dite «socialiste» ;

– les transformations technologiques imposées par le capitalisme depuis les années 1920 conduisent, au nom du progrès, à déposséder de plus en plus les travailleurs de tout contrôle sur leur activité productive mais aussi sur leur vie : l'automatisation et l'informatisation ne «libèrent» pas plus les ouvriers de la domination capitaliste, que la machine à laver ou le four à micro-ondes n'ont «libéré la femme» de la domination masculine ; le «temps libre», les loisirs individuels et collectifs, sont soumis – eux aussi – au règne de la marchandise, de la concurrence et du conditionnement des esprits ; l'informatique permet de mieux contrôler (y compris à distance) les salariés, mais aussi de mieux surveiller politiquement les opposants au système capitaliste, etc.

– l'industrialisation de la planète, grâce à la mondialisation, aboutit à de graves crises voire à des catastrophes écologiques.

Pourquoi donc la lecture de ce livre nous laisse-t-elle sur notre faim et pourquoi l'argumentaire proposé nous semble-t-il aussi insuffisant ?

Tout d'abord, parce que l'auteur nous ressert, à grands coups de citations longues ou de paraphrases, ce que l'on entend un peu dans tous les courants d'extrême gauche, de gauche, voire de droite ou écologistes. L'originalité de sa position ne saute vraiment pas aux yeux. Surtout quand il reprend les vieilles diatribes contre la «consommation de masse», «l'individualisme consumériste», «l'injonction consumériste à la jouissance immédiate», les «pulsions consuméristes», «notre lâcheté individuelle», «notre panurgisme infantilisant», et j'en passe. Ce discours élitiste s'applique évidemment aussi à notre dépendance actuelle vis-à-vis des technologies informatiques. Cortés nous explique que «surinformés, sans avoir les capacités (temps, énergie, patience, volonté, curiosité, etc.) de traiter cette "infobésité", nous ne pouvons pas agir, tout juste réagir»..... On trouve ces poncifs sur la passivité supposée des exploités sous la plume d'innombrables «penseurs» (des situationnistes aux théologiens de toutes les religions en passant par de distingués philosophes). Evidemment, eux, ne sont pas aliénés et ne se comportent pas comme ces ouvriers qui, travaillent dans «les bagnes industriels que sont les grandes usines» et auraient, de ce fait une mentalité d'«esclaves» – du moins si l'on en croit Simone Weill, dont le propos est repris avec enthousiasme par l'auteur.

Cortés croit-il vraiment que l'absence d'esprit critique est née avec Internet, les réseaux sociaux et la civilisation de l'image, portée par la télévision ? On retrouve pourtant le conformisme et l'absence de curiosité intellectuelle dans toutes les sociétés de classe, industrielles ou pas, et sous tous les régimes politiques....

L'auteur souhaite un changement social «radical» ou «révolutionnaire» (les deux termes sont pour lui équivalents) mais la nature de ce changement est très floue, d'autant plus qu'il s'oppose à toute «coercition» et à toute «violence» dont il faudrait user «seulement en cas d'extrême nécessité» (dans quelles occasions ? mystère !). On voit mal comment les dirigeants d'un système aussi puissant que le capitalisme, qu'il qualifie fréquemment de «totalitaire», pourraient abdiquer leur pouvoir seulement à cause d'une simple grève... fusse-t-elle générale.

Pour ce qui concerne la définition du fascisme Cortés oscille constamment entre deux positions :

1) «Il n'y a pas de fascisme sans Etat ni sans capitalisme», affirmation induisant que le fascisme a encore de beaux jours devant lui ;

et 2) il plaide pour une «acceptation (...) précise et restreinte» de la notion de fascisme mais cette «précision» et cette «restriction» conceptuelles sont bien discrètes dans son livre, sauf, soyons

honnêtes, à propos du Front national qu'il refuse de qualifier de fasciste – attitude suffisamment rare chez les antifascistes pour être saluée.

Sa critique du capitalisme et de l'industrialisme est très générale et l'amène à des affirmations dénuées de tout fondement historique. Deux exemples :

– il critique le système industriel parce que *«l'homme s'y voit assigné une tâche décidée par d'autres»* et insiste à de nombreuses reprises sur cette caractéristique. Or, c'est le cas de tous les systèmes d'exploitation, de l'esclavage antique au servage, du despotisme asiatique au féodalisme ;
– selon lui, il faut *«réapprendre à se servir de sa tête, à accorder ses actes à sa pensée – ce dont l'industrialisme nous a dépossédés»*... Il affirme, contre toute évidence, que la *«division entre manuels et intellectuels (...) est due à l'industrialisme et a été figée et répandue par le taylorisme et l'organisation scientifique du travail»* alors qu'elle est historiquement bien antérieure !!!

De plus, les deux idéologies dont il se réclame (l'antifascisme et le syndicalisme) gagneraient à être définies avec davantage de rigueur.

Pour ce qui concerne l'antifascisme, Cortès nous exprime son empathie pour sa variété « radicale » ou « révolutionnaire », mais il se garde bien de nous mettre en garde contre ce qu'a signifié l'antifascisme historique, celui des gauches socialistes et réformistes, c'est-à-dire l'Union sacrée au service de la bourgeoisie et le soutien (critique ou total) à la classe dominante russe. De plus, son programme « antifasciste » est tellement « radical » dans ses intentions, qu'il relève beaucoup plus du communisme (marxiste ou anarchiste) que de l'antifascisme. Alors pourquoi le cacher, ou plutôt pourquoi ne pas l'explicitier ?

D'autre part, pour ce qui est du syndicalisme, Cortès nous explique que le syndicat serait encore aujourd'hui un outil de transformation et de destruction du système *«capitaliste», «industriel», «techno-bureaucratique», «totalitaire»* dont il dénonce les effets. Il suffirait de s'organiser en mini-communautés autonomes gérées par des syndicats locaux et les problèmes de la planète seraient résolus... une fois l'Etat disparu (comment ? cela il ne nous l'explique pas). On aimerait pouvoir le suivre dans son utopie sympathique mais il nous offre ici une vieille recette qui correspond davantage aux structures sociales et politiques du XIX^e siècle qu'à celles du XXI^e siècle : la majorité de la population vivait dans les campagnes (et non dans les villes) ; elle entretenait encore un rapport direct avec la terre, ce qui permettait à de petites communautés d'être encore autosuffisantes ; une fraction de la classe ouvrière avait encore une culture artisanale, et son «savoir faire» avait un rôle stratégique pour les patrons ; dans cet univers, la circulation des hommes et des marchandises était beaucoup plus restreinte qu'aujourd'hui, etc.

Le syndicalisme que Cortès défend, en admettant même qu'il ait encore la moindre validité aujourd'hui, devrait se transformer totalement pour correspondre à son idéal démocratique, autogéré, autonome et décentralisé. Car cela fait des décennies que le syndicalisme ne repose plus ni sur la démocratie directe ni sur la prise de toutes les décisions en assemblée générale. Et cela n'a pas toujours été lié à la domination des partis sur les syndicats comme Cortès le croit. L'auteur nous aurait rendu un grand service en nous expliquant quand, où et pendant combien d'années exactement son modèle syndical idéal a réussi à fonctionner, et surtout combien de travailleurs il mobilisait sur ces pratiques. S'il s'était posé ces questions, il aurait dû pousser sa réflexion et son questionnement beaucoup plus loin. Et cela nous aurait été bénéfique.

Enfin, la conception «radicale» du syndicalisme défendue par Cortès n'a rien de spécifiquement «antifasciste», elle relève de l'anarcho-syndicalisme ou d'un syndicalisme révolutionnaire relooké et mis au goût du jour (écologisme, critique de la science et de la technologie, etc.).

Pour toutes ces raisons, ce petit livre est décevant.

D'une part, il nous offre des considérations générales anticapitalistes (voire simplement critiques par rapport à la société industrielle donc qui n'ont absolument rien de révolutionnaire, comme il le reconnaît lui-même), considérations que l'on retrouve un peu partout.

D'autre part, et surtout, Cortès se réfugie derrière le **paravent antifasciste** prisé dans les milieux libertaires (mais aussi chez beaucoup de sympathisants de gauche pour qui l'antifascisme est synonyme d'union des gauches) pour éviter de creuser ce qui est vraiment son idéologie inspiratrice : celle de l'anarchosyndicalisme et/ou du syndicalisme révolutionnaire, deux idéologies qui ont fait historiquement faillite. Le fait d'évoquer à tout moment l'antifascisme (et de croire que cette idéologie serait synonyme de *«lutte pour la libération totale de l'homme»*, comme il le proclame) permet ainsi à Cortès d'**éviter de faire le bilan politique des deux courants dont son organisation est l'héritière lointaine...** Et

lorsqu'il évoque (une seule fois) le «*communisme libertaire*», nous ignorons ce qu'il entend exactement par là.

Espérons que, dans un prochain livre, il fera preuve de davantage d'audace intellectuelle pour nous ouvrir des pistes de réflexion nouvelles.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 4/3/2018